

france3-regions.franceinfo.fr

"Il faut se battre pour l'avenir de nos enfants." Des parents d'élèves et des enseignants protestent contre la

Maeva Dumas

5-6 minutes

Plusieurs syndicats de parents d'élèves et de professeurs ont manifesté, ce mercredi 11 février 2026, devant le rectorat à Rouen contre la suppression de plus de 200 postes dans la région. Une mesure qu'ils estiment dangereuse pour les élèves et la qualité de l'enseignement.

Drapeaux et pancartes à la main, le mécontentement des parents d'élèves et des enseignants normands se lit sans difficulté devant le rectorat de l'académie de Normandie à Rouen.

Rassemblés ce mercredi 11 février en milieu d'après-midi, ils sont plusieurs dizaines à être venus protester contre la suppression de postes dans la région en primaire et en élémentaire qu'ils jugent "*insensée et dangereuse*".

"*C'est vraiment problématique d'en arriver là, nos classes sont déjà surchargées et nos professeurs ne peuvent plus enseigner correctement*", constate gravement Anthony Brethelot, président de la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves (FCPE) en Seine-Maritime.

À la rentrée 2026, environ 270 postes seront supprimés à l'échelle de la Normandie. Parmi eux, "*135 emplois d'enseignants en primaire, 108 en collège, 10 en lycée et 18 postes administratifs*", indique le rectorat de l'académie de Normandie.

Un nombre alarmant selon les parents d'élèves qui déplorent un manque important de professeurs et des classes bondées.

"*La qualité de l'enseignement est en danger, on supprime des postes et ça a pour conséquence de surcharger les classes. Au lieu d'avoir une vingtaine d'élèves, ce qui serait l'idéal, on est désormais à 30 élèves par classe de manière générale. C'est quasiment le cas de tous les collèges en Seine-Maritime, il faut se battre pour l'avenir de nos enfants*", indique Anthony Brethelot.

Des classes jugées trop remplies et qui ont des effets concrets sur le quotidien des élèves. "*Les enfants sont moins attentifs et ça créé aussi d'importantes difficultés pour la mise en place de groupes de travail et de travaux pratiques*", souligne le président FCPE de Seine-Maritime.

Ces suppressions, effectives à l'échelle nationale et notamment en Normandie dès septembre 2026, ont également été massivement dénoncées par les enseignants.

Professeur de français en lycée à Évreux et secrétaire départemental du SNFOLC dans l'Eure,

Laurent Baussier réfute l'argument de la baisse démographique utilisé comme motif par le ministère de l'Éducation nationale pour expliquer la suppression de postes.

"Oui le nombre d'élèves va baisser légèrement, mais ça ne concerne que les collèges et ce n'est pas une raison pour enlever les professeurs. Enlever des emplois, c'est réadapter la situation au nombre d'enfants, mais continuer à la maintenir à un niveau critique", rapporte-t-il.

[Le SNFOLC de l'Eure était l'un des syndicats présents venus manifester ce mercredi 11 février devant le rectorat de l'académie de Normandie à Rouen. • © FTV / Maëva Dumas](#)

Un constat aussi partagé par Isabelle Nonancourt, professeure d'histoire, et et Claire Mabile, professeure de français et latin, dans l'Eure, qui soulignent aussi les conséquences de la mesure sur l'inclusivité en classe et l'accès à l'enseignement.

"Les enfants en situation de handicap vont durement payer le prix de cette décision, on ne peut pas les accueillir dans de telles conditions et on manque d'AESH. Il ne faut pas oublier aussi les élèves qui font devoir faire plus de kilomètres pour aller à l'école à cause des fermetures de classes, quand on vit en campagne cela peut être vite compliqué."

Des contestations que le SNFOLC de l'Eure envisage de porter le 10 mars prochain devant le ministère de l'Éducation nationale et qui espère être rejoint prochainement par d'autres syndicats et les parents d'élèves.